

<p>Fiche 9 Aides de l'Anah en Outre-mer</p>

Réf. :

- *Article R. 321-22 du code de la construction et de l'habitation (CCH) ;*
- *Délibération n° 2022-18 du 16 mars 2022 relative au régime d'aides applicable au dispositif d'intervention immobilière et foncière (DIIF) ;*
- *Délibération n° 2022-19 du 16 mars 2022 relative au régime d'aides applicable au dispositif de vente d'immeubles à rénover (VIR) ;*
- *Délibération n° 2022-32 du 15 juin 2022 relative aux dérogations aux règles d'écêtement pour les prestations d'ingénierie en faveur de l'amélioration du parc de logements en Outre-mer ;*
- *Délibération n° 2023-24 du 14 juin 2023 relative au régime d'aide applicable aux syndicats de copropriétaires pour des travaux d'amélioration de la performance énergétique au titre de MaPrimeRénov' Copropriété en Outre-mer ;*
- *Délibération n° 2023-25 du 14 juin 2023 relative au régime d'aides applicable aux propriétaires bailleurs et assimilés ;*
- *Délibération n° 2023-45 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aides applicable aux propriétaires occupants et assimilés ;*
- *Délibération n° 2023-46 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aides applicable aux locataires ;*
- *Délibération n° 2023-47 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aides applicable aux syndicats de copropriétaires visés au 8° du I de l'article R. 321-12 du CCH ;*
- *Délibération n° 2023-48 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aide applicable aux syndicats de copropriétaires de copropriétés en difficulté ;*
- *Délibération n° 2024-02 du 13 mars 2024 relative au régime d'aides applicable aux propriétaires bailleurs et assimilés (abrogeant la délibération n° 2023-25).*

Sommaire

1. Rappel de la compétence de l'Anah en Outre-mer	3
2. Intervention dans les DROM en faveur des propriétaires bailleurs et assimilés....	5
3. Intervention dans les DROM en faveur des propriétaires occupants et assimilés	6
4. Intervention dans les DROM en faveur des syndicats de copropriétaires.....	7
4.1. Copropriétés dites « de droit commun » (8° du I de l'article R. 321-12 du CCH)	7
4.1.1. Travaux de rénovation énergétique (MaPrimeRénov' Copropriété Outre-mer)	7
4.1.2. Travaux d'accessibilité	7
4.2. Copropriétés en difficulté (7° du I de l'article R. 321-12 du CCH)	8
5. Intervention dans les DROM en matière d'assistance à maîtrise d'ouvrage (secteur diffus).....	9
5.1. Pour les propriétaires bailleurs, les propriétaires occupants et les locataires	9
5.2. Pour les syndicats de copropriétaires	10
6. Intervention dans les DROM en matière d'ingénierie (secteur programmé).....	11
6.1. Distribution par l'Anah des aides à l'ingénierie dans les DROM	11
6.2. Dérogation aux règles d'écêtement pour les prestations d'ingénierie dans les DROM	11

1. Rappel de la compétence de l'Anah en Outre-mer

▪ Article R. 321-22 du CCH :

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, les dispositions des III, IV et V de l'article R. 321-12 ne s'appliquent pas. L'aide de l'agence ne peut être accordée dans les cas visés au 4° du même article R. 321-12 que lorsque les logements sont donnés à bail. Les dispositions des 2° et 3° du I de l'article R. 321-12 ne sont applicables que dans le cadre de la réalisation de travaux d'accessibilité ou d'adaptation des logements au vieillissement ou au handicap.

Dans les territoires mentionnés ci-dessus, des travaux définis par le conseil d'administration de l'agence peuvent être réalisés par les propriétaires bailleurs, sous réserve d'un encadrement technique des travaux durant leur exécution et de la production de justificatifs des dépenses engagées, dans des conditions définies par le règlement général de l'agence.

En application des dispositions précitées, l'Anah a compétence pour intervenir :

- dans les départements et les régions d'Outre-mer (DROM), à savoir : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion et Mayotte.
- à Saint-Pierre-et-Miquelon¹.

Le champ d'application de chaque régime d'aide est toutefois précisé dans la délibération dédiée.

En l'état du droit en vigueur, dans le cadre de son intervention en Outre-mer, l'Anah **ne peut pas accorder des aides** :

- aux propriétaires occupants et aux personnes assurant la charge effective des travaux pour leurs ascendants ou leurs descendants propriétaires occupants, sauf pour les travaux d'accessibilité ou d'adaptation des logements au vieillissement ou au handicap (2° et 3° du I de l'article R. 321-12 du CCH) ;
- aux communes et à leurs groupements pour la réalisation de travaux d'office en application du 4° du I de l'article R. 321-12 du CCH, sauf lorsque les logements sont donnés à bail ;
- aux locataires sauf pour les travaux d'accessibilité ou d'adaptation des logements au vieillissement ou au handicap (5° du I de l'article R. 321-12 du CCH)² ;
- pour la réalisation de travaux d'amélioration ou d'humanisation des structures d'hébergement visées au III de l'article R. 321-12 du CCH ;

¹ A l'heure actuelle, les aides de l'Anah ne sont pas distribuées à Saint-Pierre-et-Miquelon (pas ouvert à ce stade par délibération du Conseil d'administration).

² Champ d'application précisé par la délibération n°2023-46 relative au régime applicable aux locataires du 6 décembre 2023.

- pour la réalisation de travaux pour la résorption de l'habitat insalubre irrémédiable ou dangereux (RHI) (IV de l'article R. 321-12 du CCH);
- pour la réalisation de travaux pour le traitement de l'habitat insalubre rémissible ou dangereux et des opérations de restauration immobilière (THIRORI) (V de l'article R. 321-12 du CCH).

L'Anah intervient dans les DROM dans les conditions définies par les délibérations définissant les régimes d'aides de l'Agence pour les bénéficiaires définis ci-après.

Les types de travaux subventionnables par l'Anah dans les DROM au titre de ses principaux régimes d'aides sont rappelés dans le tableau ci-dessous :

Bénéficiaires	Typologie de travaux subventionnables	Typologie de travaux non-subventionnables
Propriétaires occupants	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (MaPrimeAdapt') 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé « Ma Prime Logement Décent », ▪ Travaux de rénovation énergétique « MaPrimeRénov' Parcours accompagné » (aides à la pierre)³. ▪ Autres travaux
Propriétaires bailleurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de rénovation énergétique (ancien régime « Habiter Mieux ») ▪ Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé ▪ Travaux pour l'autonomie de la personne ▪ Travaux de transformation d'usage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de rénovation énergétique « MaPrimeRénov' Parcours accompagné »⁴
Locataires	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (MaPrimeAdapt') 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux pour la mise en décence réalisés dans le cadre des articles 1^{er} et 4 de la loi du 12 juillet 1967 modifiée
Copropriétés dites « de droit commun »	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de rénovation énergétique « MaPrimeRénov' Copropriété Outre-mer » ▪ Travaux tendant à permettre l'accessibilité de l'immeuble 	/
Copropriétés en difficulté	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous types de travaux (y compris les travaux tendant à permettre l'accessibilité de l'immeuble) 	/

³ L'aide nationale Ma Prime Rénov' est applicable dans les DROM.

⁴ Exclu par la délibération n°2024-02 du Conseil d'administration du 13 mars 2024.

Collectivités territoriales	▪ Travaux d'office lorsque le logement est donné à bail	▪ Travaux d'office lorsque le logement n'est pas donné à bail
Porteurs d'un projet pour l'amélioration des logements qu'ils acquièrent dans le cadre d'un DIIF ⁵	▪ Travaux définis par la délibération n° 2022-18 du 16 mars 2022 relative au régime d'aides applicable au DIIF	/
Porteurs d'un projet de VIR ⁶	▪ Travaux définis par la délibération n° 2022-19 du 16 mars 2022 relative au régime d'aides applicable au dispositif de VIR	

Tous les travaux figurant sur la liste des travaux recevables annexée à la délibération n° 2023-53 du 6 décembre 2023 sont subventionnables dans les DROM. A titre d'exemple, les projets de travaux pour des logements situés dans les Hauts de la Réunion peuvent inclure des travaux ou des équipements relatifs au chauffage et à la protection contre le froid.

2. Intervention dans les DROM en faveur des propriétaires bailleurs et assimilés

Les propriétaires bailleurs dont les logements sont situés dans les DROM sont éligibles aux aides de l'Anah dans les conditions définies par la délibération n° 2024-02 du 13 mars 2024.

Conformément à cette délibération, ainsi qu'à la délibération n° 2023-25 du 14 juin 2023, pour les dossiers déposés à compter du 1^{er} septembre 2023, ces propriétaires bailleurs bénéficient d'un taux de subvention majoré par rapport à la métropole lorsqu'ils réalisent des travaux lourds ou des travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat (taux de 50% vs. 35 % en métropole).

En outre, par dérogation aux règles applicables en métropole :

- la production d'une évaluation énergétique n'est pas obligatoire pour les logements situés dans les DROM ;
- les règles d'éco-conditionnalité ne s'appliquent pas aux logements situés dans les DROM.

Pour mémoire, la délibération n° 2024-02 prévoit également que « *la condition de gain de performance énergétique d'au moins 35 % pour les logements situés dans un département d'outre-mer n'est pas exigée pour les dossiers déposés jusqu'au 31 décembre 2024* ». La délibération n° 2024-02 du 13 mars 2024 proroge ainsi, à compter du 1^{er} juillet 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024, la dérogation en faveur des DROM prévue par la délibération n° 2023-25.

⁵ Dispositif d'intervention immobilière et foncière.

⁶ Vente d'immeuble à rénover.

Avant le 1^{er} juillet 2024, la condition d'atteinte d'un gain de performance énergétique de 35 % suppose la production d'une évaluation énergétique, non encore opérationnelle dans les DROM. Cette condition ne peut donc pas matériellement être remplie sur ces territoires. En conséquence, il y a lieu d'appliquer la dérogation à l'obligation de gain de performance énergétique de 35 % également pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de la délibération n° 2024-02 précitée (c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024).

3. Intervention dans les DROM en faveur des propriétaires occupants et assimilés

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-45 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aides applicable aux propriétaires occupants et assimilés**

○ **Article 1 : champ d'application territorial**

La présente délibération est applicable aux demandes de subvention portant sur des logements situés en France métropolitaine.

La présente délibération est également applicable aux demandes de subvention portant sur des logements situés dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM)⁷ si ces demandes ont pour objet uniquement la réalisation de travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (Ma Prime Adapt').

○ **Article 8.3 : non-cumul avec les aides de l'Etat à l'amélioration et à l'acquisition-amélioration de l'habitat à vocation sociale dans les DROM**

Le bénéficiaire ne peut pas cumuler une aide de l'Anah, pour un ou des travaux identiques réalisés dans un même logement, avec une aide de l'Etat à l'amélioration et à l'acquisition-amélioration de l'habitat à vocation sociale en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte prévu par l'arrêté du 27 avril 2023 modifié.

Historiquement, l'Anah ne distribuait pas d'aides à la pierre aux propriétaires occupants et assimilés dans les DROM, les aides à l'amélioration des logements étant portées - pour ces publics - par le ministère chargé des Outre-mer, via la ligne budgétaire unique (LBU).

Depuis le 1^{er} janvier 2024, les propriétaires occupants et assimilés sont éligibles aux aides à la pierre de l'Anah uniquement pour la réalisation de travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (MaPrimeAdapt'). En revanche, ils demeurent inéligibles aux aides de l'Anah au titre des autres entrées de travaux.

Parallèlement, ces propriétaires occupants et assimilés demeurent éligibles aux aides de l'Etat pour l'amélioration de l'habitat dans les DROM (LBU), dans les conditions définies par l'arrêté du 27 avril 2023 relatif aux aides de l'Etat à l'amélioration et à l'acquisition-amélioration de l'habitat à vocation sociale en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte.

⁷ C'est-à-dire en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte et à La Réunion.

Afin d'éviter un double financement des travaux d'accessibilité ou d'adaptation des logements au vieillissement ou au handicap au titre de la LBU d'une part et de MaPrimeAdapt' d'autre part :

- l'arrêté du 27 avril 2023, dans sa version modifiée par l'arrêté du 8 janvier 2024, exclut les travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap des travaux finançables au titre de la LBU ;
- la délibération n° 2023-45 du 6 décembre 2023 interdit le cumul de l'aide de l'Anah et d'une aide de l'Etat pour l'amélioration de l'habitat au titre de la LBU pour des mêmes travaux réalisés dans un même logement.

4. Intervention dans les DROM en faveur des syndicats de copropriétaires

L'Anah intervient en faveur de tous les syndicats de copropriétaires, pour certains travaux réalisés par des copropriétés de droit commun (4.1) comme par des copropriétés en difficulté (4.2).

4.1. Copropriétés dites « de droit commun » (8° du I de l'article R. 321-12 du CCH)

4.1.1. Travaux de rénovation énergétique (MaPrimeRénov' Copropriété Outre-mer)

Les copropriétés situées dans les DROM bénéficient d'un régime d'aide dédié pour le financement de leurs travaux de rénovation énergétique, défini par la délibération n° 2023-24 du 14 juin 2023 relative au régime d'aide applicable aux syndicats de copropriétaires pour des travaux d'amélioration de la performance énergétique au titre de MaPrimeRénov' Copropriété en Outre-mer.

Les modalités d'octroi des aides « MaPrimeRénov' Copropriété Outre-mer », ainsi que d'instruction des demandes relatives à leur attribution et à leur paiement sont précisées dans l'instruction du 12 janvier 2024.

4.1.2. Travaux d'accessibilité

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-47 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aides applicables aux syndicats de copropriétaires visés au 8° du I de l'article R. 321-12 du CCH (article 1 – champ d'application territorial) :**

La présente délibération est applicable aux demandes de subvention portant sur des immeubles situés en France métropolitaine.

Lorsque ces demandes ont pour objet la réalisation de travaux tendant à permettre l'accessibilité de l'immeuble, la présente délibération est également applicable aux

demandes de subvention portant sur des logements situés dans les départements et régions d’Outre-mer (DROM)⁸.

Les copropriétés visées au 8° du I de l’article R. 321-12 du CCH (copropriétés dites « de droit commun » ou « saines ») situées dans les DROM sont éligibles à une aide de l’Anah pour la réalisation de travaux tendant à permettre l’accessibilité à l’immeuble, dans les conditions définies par la délibération n° 2023-47 du 6 décembre 2023.

4.2. Copropriétés en difficulté (7° du I de l’article R. 321-12 du CCH)

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-48 du 6 décembre 2023 relative au régime d’aides applicables aux syndicats de copropriétaires de copropriétés en difficulté**

○ **Article 1 : champ d’application territorial :**

La présente délibération est applicable aux demandes de subvention portant sur des immeubles situés en France métropolitaine ou dans les départements et régions d’Outre-mer (DROM).

○ **Article 4.2.2.b) : exception à l’obligation de produire une évaluation énergétique**

L’obligation de produire une évaluation énergétique prévue au 4.2.1 ci-dessus ne s’applique pas aux demandes d’aide portant sur des logements situés dans les départements et régions d’Outre-mer.

○ **Article 5.2.2 : bonifications et primes en cas de travaux d’amélioration de la performance énergétique pour les immeubles situés dans les DROM**

Les projets de travaux respectant les conditions prévues dans la délibération relative au régime d’aides applicable pour des travaux de rénovation énergétique au titre de « MPR Copropriété Outre-mer » (notamment les conditions liées aux travaux subventionnables, à l’audit énergétique, au recours à une entreprise RGE) peuvent donner lieu à l’octroi des primes suivantes.

Le régime d’aide de l’Anah en faveur des copropriétés en difficulté est ouvert aux syndicats de copropriétaires de copropriétés en difficulté situées dans les DROM, dans les conditions définies par la délibération n° 2023-48 du 6 décembre 2023.

Par dérogation aux règles applicables en métropole, l’obligation de produire une évaluation énergétique n’est pas applicable pour les immeubles situés dans les DROM.

⁸ C’est-à-dire en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte et à La Réunion.

Lorsqu'ils réalisent des travaux de rénovation énergétique dans les conditions définies par la délibération n° 2023-24 du 14 juin 2023, les syndicats de copropriétaires de copropriétés en difficulté situées dans les DROM peuvent prétendre aux aides prévues au titre du dispositif « MaPrimeRénov' Copropriété Outre-mer ».

Ces primes ne peuvent être mobilisées que si les conditions d'octroi définies par la délibération n° 2023-24 précitée sont remplies, à savoir :

- réalisation d'au moins deux types de travaux subventionnables tels que définis à l'annexe 1 de la délibération n° 2023-24, dont obligatoirement des travaux sur la toiture ou sur les parois extérieures. Ces travaux doivent respecter les critères techniques définis par l'instruction du directeur général de l'Agence du 12 janvier 2024 ;
- réalisation d'un audit énergétique répondant aux conditions définies par la délibération n° 2023-24 et l'instruction du 12 janvier 2024 ;
- à compter du 1er juillet 2024, recours à une entreprise bénéficiant de la qualification « Reconnu Garant de l'Environnement » (« RGE ») lorsqu'une telle qualification existe pour les travaux⁹ ;
- accompagnement de la copropriété par un opérateur assurant une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) comprenant les éléments définis par la délibération n° 2023-24.

Les travaux tendant à permettre l'accessibilité à l'immeuble, sont également finançables, dans les conditions définies par la délibération n° 2023-48 du 6 décembre 2023.

5. Intervention dans les DROM en matière d'assistance à maîtrise d'ouvrage (secteur diffus)

5.1. Pour les propriétaires bailleurs, les propriétaires occupants et les locataires

▪ **Extrait de la délibération n° 2023-50 du 6 décembre 2023 relative aux conditions d'attribution et au montant de subvention destiné à financer les prestations d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (article 1 – champ d'application territorial) :**

La présente délibération est applicable aux demandes de subvention portant sur des prestations réalisées sur des logements situés en France métropolitaine ou dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM)³.

⁹ Par dérogation, du 1^{er} juillet 2024 au 1^{er} janvier 2025, les travaux peuvent être réalisés par des entreprises démontrant avoir déposé une demande de qualification ou de certification « Reconnu Garant de l'Environnement » (« RGE ») auprès d'un organisme habilité.

Lorsque le demandeur est un propriétaire bailleur, un propriétaire occupant ou un locataire, les prestations et les prestataires d'assistance à maîtrise d'ouvrage subventionnés par l'Anah sont définis par la délibération n° 2023-50 du 6 décembre 2023 visée ci-dessus.

Ces prestations et ces prestataires diffèrent en fonction des types de travaux envisagés.

Pour plus de précision sur le dispositif d'aides de l'Anah pour prestations d'AMO, se reporter à la fiche n° 10 de la présente instruction relative à l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

5.2. Pour les syndicats de copropriétaires

POUR LES SYNDICATS DE COPROPRIETAIRES DE COPROPRIETES DITES « DE DROIT COMMUN » :

- **Extrait de la délibération n° 2023-24 du 14 juin 2023 relative au régime d'aide applicable aux syndicats de copropriétaires pour des travaux d'amélioration de la performance énergétique au titre de MaPrimeRénov' Copropriété en Outre-mer (b) du 3° - Aide à la prestation d'accompagnement) :**

Conformément au 2° b), en l'absence d'un dispositif d'ingénierie sous maîtrise d'ouvrage d'une collectivité ou d'un EPCI, le syndicat de copropriétaires peut se voir attribuer une aide de l'Anah au titre de l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) réalisée dans le cadre d'un contrat le liant directement à l'opérateur.

Cette aide peut être attribuée au taux maximum de 30 % et est calculée sur la base du montant hors taxes de la dépense correspondante prise en compte dans la limite d'un plafond de 180 € par logement. L'aide ne peut être inférieure à 900 € par copropriété.

La demande d'aide relative aux prestations d'AMO peut être déposée antérieurement à celle relative aux travaux.

➤ POUR LES SYNDICATS DE COPROPRIETAIRES DE COPROPRIETES EN DIFFICULTE :

- **Extrait de la délibération n° 2023-48 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aide applicable aux syndicats de copropriétaires de copropriétés en difficulté (article 5.3 – Subvention complémentaire pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage) :**

Lorsque, en l'absence d'un dispositif d'ingénierie sous maîtrise d'ouvrage d'une collectivité ou d'un EPCI, la prestation est réalisée dans le cadre d'un contrat liant directement l'opérateur au syndicat de copropriétaires, ce dernier peut se voir octroyer une aide de l'Anah au taux maximal de 50 %, calculée sur la base du montant hors taxe de la dépense subventionnable.

La demande d'aide à l'ingénierie est traitée dans le cadre du chapitre III du RGA

(prestation d'ingénierie).

La prestation est subventionnable seulement si la copropriété se trouve dans l'une des situations d'éligibilité décrites au 7° du I de l'article R. 321-12 du CCH. Elle peut également être financée dans le cas où, après constitution de la commission mentionnée à l'article L. 615-1 du CCH, un PDS est en cours d'élaboration.

En l'absence de dispositif d'ingénierie porté par une collectivité territoriale ou un EPCI, les syndicats de copropriétaires de copropriétés situées dans les DROM peuvent prétendre à une aide de l'Anah pour la réalisation de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Les conditions relatives à l'octroi de ces aides sont prévues :

- pour les copropriétés dites de « droit commun », par la délibération n° 2023-24 du 14 juin 2023 relative au dispositif d'aide MaPrimeRénov' Copropriété Outre-mer ;
- pour les copropriétés en difficulté, par la délibération n° 2023-48 du 6 décembre 2023 relative au régime d'aides applicables aux syndicats de copropriétaires de copropriétés en difficulté.

6. Intervention dans les DROM en matière d'ingénierie (secteur programmé)

6.1. Distribution par l'Anah des aides à l'ingénierie dans les DROM

Les aides à l'ingénierie de l'Anah sont distribuées dans les DROM. Les modalités d'octroi et les montants de ces aides sont définis par la délibération n° 2023-51 du 6 décembre 2023. Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage réalisées dans le cadre de dispositifs d'intervention programmée ne sont finançables, au titre de la part variable définie dans la convention, uniquement lorsqu'elles portent sur des entrées de travaux subventionnables.

6.2. Dérogation aux règles d'écêtement pour les prestations d'ingénierie dans les DROM

▪ Article 30 du règlement général de l'Anah (RGA) :

[...] Sur dérogation expresse du conseil d'administration, le montant total des aides octroyées au bénéficiaire peut atteindre 100 % du coût global de l'opération TTC pour des opérations consécutives à une situation de catastrophe naturelle ou technologique constatée par l'autorité administrative, pour des dispositifs particuliers mis en œuvre dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne ou, sans augmentation du taux de contribution de l'agence, pour l'amélioration du parc de logements en outre-mer faisant l'objet d'un cofinancement spécifique.

▪ **Délibération n° 2022-32 du 15 juin 2022 relative aux dérogations aux règles d'écèlement pour les prestations d'ingénierie en faveur de l'amélioration du parc de logements en Outre-mer :**

En application des articles R. 321-17 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 30 du RGA, le conseil d'administration autorise, à titre dérogatoire et pour les programmes opérationnels en cours d'exécution ou en cours d'élaboration listés ci-dessous, que le montant total des aides octroyées pour la réalisation de prestations d'ingénierie puisse atteindre 100 % du coût global de l'opération TTC :

- OPAH-RU de Pointe-à-Pitre les Abymes (Guadeloupe) ;
- OPAH-RU de Basse-Terre (Guadeloupe) ;
- OPAH-RU de Cayenne (Guyane) ;
- OPAH-RU de Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) ;
- OPAH-RU de Fort-de-France (Martinique) ;
- OPAH-RU de Saint-Pierre (Martinique) ;
- OPAH-RU de Boboka Mamoudzou (Mayotte) ;
- OPAH-RU de Dembeni (Mayotte) ;
- OPAH-RU de Saint-Pierre (Réunion).

Une dérogation en matière d'écèlement est prévue à l'article 30 du règlement général de l'Anah (RGA) pour les opérations d'ingénierie en Outre-mer. Conformément à cet article, le montant total des aides octroyées au bénéficiaire peut atteindre 100 % du coût global de l'opération TTC (au lieu de 80 %) sans augmentation du taux de contribution de l'Anah pour certains dispositifs d'amélioration du parc de logements en outre-mer faisant l'objet d'un cofinancement spécifique.

Les dispositifs concernés par cette dérogation sont **limitativement** listés dans la délibération n° 2022-32 du 15 juin 2022.